



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1745>

Adrien Martinez : lever nos dernières illusions sur les 54 000 postes

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseil national de pré-rentree du 27 aout 2014 -



L'École Émancipée

En ces jours où les gouvernements tombent, peut-être faut-il aussi faire chuter quelques dernières illusions. 54 000 créations de postes sur la législature, c'est la promesse pour les écoles, collèges et lycées, inscrite dans la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République. 54 000 créations de postes sur la législature, c'est toujours ce que nous promettait encore Hamon lors de sa prise de fonction il y a 147 jours. Mais pour tenir cette promesse, et en tenant compte des départs à la retraite dans la même durée, il faudrait réaliser plus de 150 000 recrutements de nouveaux enseignants, pour le primaire et le secondaire. En deux ans et trois concours, 58150 postes ont été offerts, dont 25600 pour le premier degré. Il en manquerait donc près de 92000 sur les trois prochains budgets. Soit un recrutement de plus de 30 000 nouveaux enseignants par an. Ce n'est pas anodin.

Mais surtout, le nouveau constat que l'on est tenu de faire, en deux ans et trois concours, c'est que tous les postes ne sont pas pourvus, loin de là. Dans le second degré, 20 % des postes n'ont pas été attribués. Dans le premier degré, 1187 postes n'ont pas été pourvus à l'issue des épreuves d'admission. Même si une partie est compensée par la liste complémentaire, on perdra de toute façon au minimum 747 recrutements. Au total, cela fait 8000 postes de perdus. Et qu'il est bien entendu indispensable de récupérer.

De tous ces chiffres on pourra sortir deux évidences :

Il est illusoire de penser que le gouvernement tiendra sa promesse.

Il n'ouvrira pas le nombre de postes suffisants pour créer 54000 postes, qui au passage, n'auraient pas été suffisants pour améliorer significativement le taux d'encadrement du fait de la hausse démographique sur le quinquennat et de toute façon ne permettraient pas de revenir au taux d'encadrement d'avant Sarkozy.

Et surtout il ne s'en est pas donné les moyens. Il n'a rien fait pour endiguer la crise de recrutements : pas de mesures de pré-recrutement, dégradation des conditions de formation, baisse du salaire d'entrée dans le métier, gel du point d'indice, temps de travail, intensification du travail, taux d'encadrement stagnant, et j'en passe...

Nous voulons l'école de la réussite de tous ? Cette exigence implique un saut qualitatif du système éducatif qui nécessite des sauts quantitatifs importants. Le gouvernement ne fait pas ces choix. Il choisit l'austérité, et elle a des conséquences. Sur nos conditions de travail. Sur nos salaires. Sur le niveaux scolaires des élèves et plus particulièrement de ceux issus des classes populaires.

S'il faut faire tomber ces dernières illusions, c'est bien pour continuer à prendre au sérieux l'idée de la réussite de tous. Pour dire, de façon cohérente, que notre ambition pour le service d'éducation passe par d'autres choix. Et qu'il faut que le prochain budget en soit marqué. Et ça, c'est de notre responsabilité.